

INSOLITE ▶ Elle accouche après être tombée sur le parquet de l'Elan ! P.11



PAU ▶ Un immeuble prend feu dans le quartier du château P.4



Médicaments : la pénurie

BÉARN ET SOULE ▶ Selon de nombreux pharmaciens, la pénurie de médicaments n'aurait jamais atteint un tel niveau. Pour certains traitements lourds, mais aussi parfois des médicaments plus courants, et même des sirops pour enfants. **PAGE 5**

PAU
Mélenchon en meeting le 8 novembre

PAGE 6

Votre Centre

E.Leclerc
PAU TEMPO

sera ouvert le 1^{er} novembre
de 8 h 30 à 20 h

REPORTAGE
Une centaine de réfugiés par jour à Bayonne

PAGES 2-3

PRIX GONCOURT
Le Palois David Diop dans le carré final

PAGE 10

Retrouvez l'information immédiate sur larepubliquedespyrenees.fr

5€

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE
A VALOIR POUR 50€ D'ACHATS*
UNIQUEMENT LE

BON VALABLE DU
01/11 AU 01/11/2018

JEUDI
01 NOVEMBRE 2018

UN SEUL BON PAR TRANCHE D'ACHATS
Limitée à 2 bons de 5€
Ex : 10€ de remise pour 100€ d'achats

*HORS CARBURANT, BILLETTERIE, LIBRAIRIE, VOYAGES,
CARTES TELEPHONIQUES, CARTES ET COFFRETS CADEAUX

OFFRE VALABLE DANS LE MAGASIN D'EMISSION DE CE BON.

Bon valable également au drive sous réserve de l'ouverture (voir ouvertures et conditions sur le site www.auchandrive.fr)

Pensez à présenter votre carte de Fidélité AUCHAN. Si vous ne l'avez pas encore, demandez-la, elle est gratuite !

Auchan



OUVERTURE EXCEPTIONNELLE
ce jeudi 1^{er} novembre de 9h à 20h

Pomponette
Pot diamètre 17 cm
Différents coloris
au choix

**3€
95**

Chapiteau chrysanthème ouvert jusque 19h

Auchan PAU

Taxe Gafa: Londres se lance

Alors que les négociations à l'échelle européenne et mondiale pour imposer les Gafa traînent en longueur, la Grande-Bretagne prend les devants et promet une taxe internet en 2020.

L'austère et longiligne ministre des Finances britannique, Philip Hammond, a peu l'habitude de secouer le cocotier. Conservateur convaincu, il ne jure habituellement que par la réduction d'impôt et accueille toujours les entreprises à bras ouverts. Mais cette semaine, il a frappé les esprits en annonçant au Parlement une «taxe sur les services numériques».

Le Royaume-Uni pourrait ainsi devenir la première grande économie du monde à taxer les géants de l'internet. Il s'agira d'une taxe de 2% sur certains services numériques bien identifiés: «moteurs de recherche, réseaux sociaux et galeries marchandes en ligne», d'après le Trésor. Elle ne s'appliquera qu'aux entreprises générant plus de 500 millions de livres de chiffre d'affaires annuel (560M€). Lancée en avril 2020, cette taxe pourrait rapporter autour de 400 millions de livres par an d'ici à 2022.

Sans les nommer, elle vise directement les géants américains du numérique, les «Gafa» (Google, Amazon, Facebook, Apple), dont la faiblesse des impôts payés au Royaume-Uni déchaîne régulière-



Les géants du numérique seront taxés à 2% du chiffre d'affaires réalisé sur les utilisateurs britanniques.

Photo AFP

ment la presse à scandale. Au-delà de l'effet d'annonce, les experts se grattaient la tête pour identifier l'impact de cette taxe. «C'est une mesure importante et

surprenante. Vous auriez tendance à éviter d'agir de façon unilatérale, vu la nature internationale des flots d'argent concernés... Vous courrez le risque de voir votre pays perdre

en compétitivité», a jugé Tej Parikh, économiste à l'Institute of Directors sur la BBC.

Peu de pays se sont lancés. En Asie, Singapour a annoncé une taxe numérique mais d'ampleur très limitée et l'Inde travaille à un impôt sur les Gafa, tandis que la Malaisie pourrait dévoiler sa propre taxe dès vendredi. En Europe, les députés italiens ont voté en fin d'année dernière une taxe sur des transactions internet mais la loi n'entrera finalement pas en vigueur. Le gouvernement espagnol a de son côté proposé il y a dix jours de taxer les géants du net afin de récolter jusqu'à 1,2 milliard d'euros par an.

Mais des discussions ont surtout été ouvertes à l'échelon continental depuis mars: la proposition de la Commission européenne est actuellement en débat et vise surtout les géants américains du numérique: Google, Apple, Facebook et Amazon (lire en encadré).

Le chiffre

+71%

Les chiffres sont alarmants.

En France, tout le monde fume moins, sauf les femmes, pour lesquelles la mortalité par cancer du poumon a augmenté de 71% entre 2000 et 2014 alors qu'elle a diminué de 15% chez les hommes. Globalement, le nombre de décès attribuables au tabac chez les femmes a doublé durant la même période. Cette hausse est particulièrement marquée chez les femmes de 55 à 64 ans, c'est-à-dire la génération née en 1950 qui a commencé à fumer massivement dans les années 70. Le constat est fait par l'agence sanitaire Santé publique France alors que s'ouvre le Mois sans tabac qui note que le cancer du poumon devrait ainsi «dans un avenir proche devenir la première cause de mortalité par cancer chez la femme devant le cancer du sein».

■ CONSOMMATION

30% des Français se chauffent moins faute de moyens

Près d'un tiers (30%) des Français ont restreint leur consommation de chauffage cette année pour réduire leurs dépenses énergétiques, selon des chiffres publiés hier par le médiateur national de l'énergie deux jours avant le début de la trêve hivernale demain. Par ailleurs près d'un Français sur dix (9%) affirme avoir eu des difficultés à régler certaines factures d'énergie, un chiffre stable sur un an, et 15% disent avoir souffert du froid dans leur logement l'hiver dernier, selon les premiers résultats de ce baromètre. Depuis le début de l'année, les prix du gaz naturel et du fioul, deux énergies très utilisées pour le chauffage, ont augmenté du fait de la remontée des cours du pétrole. En conséquence, les tarifs réglementés du gaz, appliqués à environ 4,6 millions de foyers et révisés mensuellement, n'ont pas cessé d'augmenter ces derniers mois.

■ FRANCE INSOUMISE

La maison de Corbière rénovée avec des fonds sociaux?

Alexis Corbière et Raquel Garrido ont bénéficié en 2018 d'une aide financière pour des travaux au titre de ménage «très modeste», affirme dans son édition d'aujourd'hui *Le Canard enchaîné*, qui admet la légalité de la démarche. Des travaux qui seront réalisés à plus de 60% - soit à hauteur de 12.076 euros - grâce aux subventions de l'Agence nationale de l'habitat, au titre de l'aide aux ménages très modestes. Le député Insoumis dénonce un «article infamant».

Européennes: Mélenchon veut «un référendum anti-Macron»

Lors d'un meeting hier soir à Lille, le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a exhorté ses militants à faire des élections européennes de mai prochain «un référendum anti-Macron massif». «Les balles de nos fusils, ce sont les bulletins de vote», a-t-il affirmé. Le député des Bouches-du-Rhône était particulièrement attendu, 15 jours après les perquisitions menées au siège de LFI et à son domicile dans le cadre de l'enquête sur les comptes de sa campagne présidentielle. Il a remercié ses militants «après ces 15 jours passés sous l'outrage et l'offense permanente». «Nous allons vaillamment régler nos comptes», a-t-il déclaré, assurant «croire en la démocratie» et se redisant victime d'une «persécution politique».

La high tech européenne s'inquiète

Des patrons d'entreprises numériques européennes comme Spotify, Booking.com ou Zalando ont exprimé leur «grave préoccupation» face à la taxe sur les géants du numérique que l'Union européenne tente de mettre en place, dans une lettre aux ministres des Finances européens rendue publique hier. Cette mesure «causerait un préjudice matériel à la croissance économique et à l'innovation, à l'investissement et à l'emploi dans toute l'Europe», écrivent les dirigeants de 16 entreprises. Selon eux, la taxe proposée «a été conçue pour les

grandes entreprises très rentables, mais elle aura un impact disproportionné sur les entreprises européennes, ce qui entraînera un traitement injuste».

La proposition actuellement en débat, présentée en mars par la Commission européenne, vise essentiellement les géants américains du numérique comme Google, Apple, Facebook et Amazon. Elle prévoit la mise en place rapide d'une taxe de 3% sur les revenus tirés de certaines activités (pub ou vente de données personnelles), le temps qu'une solution soit négociée à l'échelle

mondiale au sein de l'OCDE. Cette taxe ne vise que les groupes dont le chiffre d'affaires annuel mondial s'élève à plus de 750M€ et dont les revenus dans l'UE excèdent 50M€, ce qui est le cas de certaines entreprises signataires de la lettre.

La nécessité d'obtenir l'unanimité dans l'UE pour toute réforme de la fiscalité rend le consensus difficile cependant. Plusieurs pays européens restent opposés à ce projet, à l'image de l'Irlande, où plusieurs géants du numérique ont installé leur tête de pont européenne.

■ INDUSTRIE

General Electric réorganise Alstom

General Electric (GE), empêtré dans des difficultés depuis deux ans, a annoncé hier des mesures drastiques pour tenter d'enrayer l'hémorragie de sa division énergie (Alstom), qui lui a valu d'afficher une perte de 22,8 milliards de dollars au troisième trimestre. Les commandes ont par exemple chuté de 18%, les revenus de 33%, tandis que la perte opérationnelle est de 631M\$, contre un bénéfice de 464M\$ il y a un an. À Wall Street, l'action plongeait hier soir de 11,30% à 9,91\$, au plus bas depuis 2009 en plein cœur de la crise financière. Fait rarissime pour une entreprise qui a toujours été considérée comme un placement de référence aux États-Unis, les actionnaires du conglomérat industriel ne percevront plus qu'un cent de dividende par titre, au lieu des douze qui leur avaient été promis il y a encore quelque temps. Pour répartir de l'avant, GE - qui fabrique le moteur d'avion LEAP avec le Français Safran - va scinder la division énergie en deux. Une première unité réunira les turbines à gaz et les services gaziers et une autre regroupera les générateurs à vapeur et électriques entre autres, a détaillé GE, un schéma qui n'a pas convaincu les milieux financiers.

Ascoval: le plan de la dernière chance

Une réunion se tient aujourd'hui à Bercy pour éviter la fermeture de l'usine. L'offre de reprise par Altifort est pour l'heure insuffisante.

L'aciérie Ascoval (281 salariés) sera-t-elle finalement reprise? Emmanuel Macron «espère une solution positive» pour l'usine de Saint-Saulve (Nord) en redressement judiciaire, selon des élus de la majorité reçus hier à l'Élysée, à la veille d'une réunion à Bercy.

Le gouvernement travaille depuis vendredi avec Altifort, seul candidat à la reprise de l'aciérie, sur une offre sans Vallourec, une solution à laquelle les syndicats veulent croire mais qui doit remplir deux conditions selon le ministre de l'Économie Bruno Le Maire: «un financement suffisant» et «un carnet de commandes (...) suffisant». Interrogé quelques heures plus tard par la Commission des Affaires économiques du Sénat, le ministre a estimé qu'il fallait trouver entre «180 à 250M€ à investir sur le site d'Ascoval». Or, «aujourd'hui, (le groupe franco-belge) Altifort peut mettre au maximum 10M€», a-t-il rappelé, assurant que le gouvernement allait «se battre» pour trouver les financements manquants. «Soit le plan flotte et on le soutiendra, soit il ne flotte pas et il faudra



Les employés d'Ascoval bloquent l'usine de Saint-Saulve depuis huit jours.

Photo AFP

le dire les yeux dans les yeux aux salariés», avait déclaré plus tôt sur Radio Classique sa secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher. Altifort avait présenté une offre de reprise de l'usine de production d'aciers de moyenne et haute gamme qui impliquait que Vallourec, principal client et désormais

premier actionnaire, maintienne pendant un an et demi son niveau actuel de commandes. Or Vallourec, spécialiste des tubes en acier sans soudures et dont l'État est actionnaire à 17%, a refusé cette demande. Ses comptes sont dans le rouge, avec une perte nette de 307M€ sur le 1^{er} semestre, pour un chiffre d'affaires de 1,09 milliard.

«Pied de nez à Vallourec»

«On sait que des clients se sont intéressés à nous suite au mouvement. Est-ce que ça va être montable dans les 24h qui viennent? J'espère», a déclaré Bruno Kopczynski, porte-parole de l'intersyndicale d'Ascoval et délégué CFDT. «Ce serait vraiment un gros pied de nez à Vallourec, lui qui, depuis longtemps, pense faire la pluie et le beau temps chez nous.»

Les sidérurgistes d'Ascoval ne travaillent plus depuis le 23 octobre et ont bloqué vendredi le site de production de Vallourec à Aulnoy-Aimeries pour mettre la pression sur le groupe et le gouvernement.